

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 06/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS**

Lieu-dit Fougears  
rue du Puits  
16170 Rouillac

Références : 2025 342 UbD 16-86 Env  
Code AIOT : 0007205567

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2025 dans l'établissement CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS implanté Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 Rouillac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du jour a été réalisée afin de s'assurer que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19/03/2021 et d'astreinte du 30/11/2022 étaient satisfaites.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CUMA DE DISTILLATION DE FOUGEARS
- Lieu-dit Fougears rue du Puits 16170 Rouillac
- Code AIOT : 0007205567
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Datant de 1975 et historiquement sous le régime de l'autorisation, la distillerie exploitée par la Cuma de distillation de Fougears est passée sous le régime de l'enregistrement suite à une

modification de la nomenclature en 2010. La Cuma distille à façon pour ses adhérents, 8 bouilleurs de cru qui livrent leur vin. Elle n'effectue pas de négoce.

Son fonctionnement est encadré par un arrêté préfectoral en date du 24 juin 2009, actualisé le 16 mars 2021.

Dans le détail, l'établissement est composé :

- d'une distillerie de 3 alambics de 25 hl de capacité de charge chacun, permettant d'assurer une production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, en équivalent d'alcool pur, de 45 hl/j ;
- d'une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production annuelle de 2 700 hl (11 cuiviers béton) ;
- d'un chai de distillation, intégré à la distillerie, de 60 m<sup>3</sup>.

Les alambics sont alimentés par le réseau de gaz de ville. Ils sont refroidis par un circuit ouvert mettant en œuvre un gaz frigorigène : le R22.

Les vinasses sont stockées en bassin bâché. Elles sont ensuite, pour partie, épandues sur les terres de l'EARL Mesnard, pour partie orientées vers l'établissement Revico, pour méthanisation. Au titre de la campagne de distillation 2022/2023, l'exploitant indique avoir confié à Revico 635 m<sup>3</sup> de vinasses, le reste, soit environ 1 300 m<sup>3</sup> a été épandu.

La campagne de distillation s'étend de mi-octobre à fin mars. Au cours d'une campagne, l'établissement produit un peu plus de 2 200 hl. Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, la campagne de distillation avait débuté depuis le 17 octobre.

A l'issue de la précédente visite d'inspection, le 19 octobre 2022, malgré la répétition de constats d'écarts, sur plus de 14 ans pour certains, et une mise en demeure en 2021 d'y mettre un terme, l'établissement présentait toujours des non-conformités sur des points sensibles, augmentant les risques et pouvant accentuer les conséquences d'un sinistre. La visite d'inspection ayant mis en évidence le non-respect 4 des 7 points de la mise en demeure du 19 mars 2021, une sanction administrative (astreinte) a été prononcée le 30 novembre 2022.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Émissions dans l'eau	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Séparation distillerie et chais de distillation	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.3	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
2	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.2.3	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
3	Aire de chargement déchargement	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.4.2	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
4	Installations électriques	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.4	Sans objet
5	Moyens en eau d'incendie sur le site	AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.5.3	Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure
6	Rejet au milieu naturel	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 41	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De l'inspection réalisée le 06/03/2025, il s'avère que les termes des arrêtés préfectoraux de mise en demeure du 19/03/2021 et d'astreinte du 30/11/2022 sont satisfaites.

L'inspection propose de ne pas recouvrer les sommes dues par l'arrêté d'astreinte supra au regard des mises en conformité réalisées et du fait que les échéances de mise en conformité ont été retardées de par le retard pris par les artisans mandatés.

Il demeure attendu que l'exploitant réalise des compléments d'actions pour le suivi de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Séparation distillerie et chais de distillation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Constat lors de l'inspection de mai 2024 :  Par courriel du 15/02/2024, l'exploitant a indiqué que les travaux du chai de distillation étaient bien avancés. Un chiffrage de l'ordre de 100 k€ est prévu pour la création du nouveau chai de distillation. La capacité autorisée pour le chai de distillation est de 60 m <sup>3</sup> au titre de l'APC de 2021. Lors de l'inspection, il a été constaté que le chai de distillation avait bien été construit et que l'ensemble des stockages d'alcools avait été rapatrié dans celui-ci.  En revanche, le chai de distillation n'est pas pleinement conforme ; il reste plusieurs dispositions à

mettre en place pour disposer d'un désenfumage fonctionnel, d'une défense incendie correcte (ajout des extincteurs requis...) et également de disposer des portes coupe-feu au niveau de celui-ci (notamment pour la séparation avec la distillerie).

Lors de l'inspection, il a été constaté que le chai de distillation est doté de 5 cuves inox de capacités respectives : 3\*100 hl, 200 hl et 60 hl soit une capacité totale de 560 hl soit 56 m<sup>3</sup> ; ce qui est en deçà du seuil de 60 m<sup>3</sup>, acté dans les autorisations préfectorales de l'exploitant.

La construction du chai a tardé pour des défauts de disponibilité des prestataires et des intempéries qui ont retardé notablement les travaux ; l'inspection constate en revanche que plus aucun alcool n'est stocké dans la distillerie.

Au vu des actions en cours et du retard pris qui n'est pas du fait total de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de procéder à un recouvrement de l'astreinte journalière à ce stade.  
Les travaux seront terminés à l'été 2024.

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois et en tout état de cause avant la prochaine campagne, de transmettre les justificatifs attestant de la conformité du chai de distillation par rapport à la réglementation en vigueur.

#### **Constats :**

L'exploitant a fait réaliser une vérification de la conformité du nouveau chai de distillation sur plusieurs points par la société SOCOTEC qui a rédigé un rapport le 26/02/025 précisant que :

- le chai est bien en rétention interne ;
- le chai dispose d'un exutoire de désenfumage de 1 m<sup>2</sup> conforme ; - la porte coupe-feu séparant le chai de la distillerie est EI 120 ;
- le chai dispose d'une toiture située à 2 m en deçà de la toiture de la distillerie contiguë pour limiter la propagation d'un incendie du chai vers la distillerie (recommandation du SDIS).

Lors de la visite terrain, l'inspection a bien constaté les constats suscités.

De plus, il a été relevé par sondage, le respect d'autres dispositions dont par exemple la porte du chai qui donne sur l'extérieur est bien a minima E30.

Aucun constat d'écart n'a été observé par l'inspection lors du contrôle réalisé par sondage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

#### **N° 2 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

#### **Prescription contrôlée :**

Constat lors de l'inspection de mai 2024 :

Au 15/02/2024, le chai de distillation étant en cours de travaux, la mise en conformité sur ce point n'a pas été attestée.

Comme précisé dans le point de contrôle supra, les travaux de construction du chai de distillation ont bien avancé mais il reste l'installation de la porte EI 60 le séparant de la distillerie ; celle-ci est commandée et sera installée au courant de l'été 2024.

La construction du chai a tardé pour des défauts de disponibilité des prestataires et des intempéries qui ont retardé notablement les travaux ; l'inspection constate en revanche que plus aucun alcool n'est stocké dans la distillerie.

Au vu des actions en cours et du retard pris qui n'est pas du fait total de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de procéder à un recouvrement de l'astreinte journalière à ce stade.

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois et en tout état de cause avant la prochaine campagne, de transmettre les justificatifs attestant de la conformité de la porte coupe-feu séparative avec la distillerie et de justifier que la porte est bien équipée de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammables ou non entre la distillerie et le chai de distillation.

**Constats :**

Lors de la visite des installations, il a été constaté que la porte séparative entre le chai et la distillerie accolée est EI 120 (coupe-feu 2h).

Un seuil a également été mis en place pour limiter les écoulements d'alcools entre la distillerie et le chai de distillation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

**N° 3 : Aire de chargement déchargement**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Constat lors de l'inspection de mai 2024 :

Par courriel du 15/02/2024, l'exploitant a indiqué que « les travaux de la plate-forme de déchargement devraient commencer avant fin février... Fin des travaux prévue fin mars 2024 ».

La construction du chai a tardé pour des défauts de disponibilité des prestataires et des intempéries qui ont retardé notablement les travaux ; le terrassement de l'aire de déchargement / chargement d'alcools était réalisé ; l'exploitant a précisé que les travaux seraient finalisés à l'été 2024 (une rétention déportée enterrée va être mise en place d'une capacité de 350 hl selon ses dires).

Au vu des actions en cours et du retard pris qui n'est pas du fait total de l'exploitant, l'inspection ne propose pas de procéder à un recouvrement de l'astreinte journalière à ce stade.

Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois et en tout état de cause avant la prochaine campagne, de transmettre les justificatifs attestant de la conformité de l'aire de chargement / déchargement d'alcools ainsi que de sa rétention déportée (en justifiant que la tuyauterie de transfert est adaptée et résiste à la chaleur et que le contenant utilisé pour la rétention déportée est de la bonne capacité et est étanche et intègre).
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté que l'aire de chargement / déchargement d'alcools avait été réalisée avec une dalle béton et en cas d'écoulement accidentel, les effluents seraient orientés vers un avaloir raccordé à un réseau d'évacuation. Ce raccordement se fait au moyen d'une tuyauterie inox de 150 mm qui est associée à une cuve de rétention d'une capacité de 35 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'étanchéité de la cuve enterrée (faisant office de rétention de l'aire de chargement / déchargement) a été vérifiée par SOCOTEC et aucune réserve n'a été émise à ce sujet. En revanche, SOCOTEC préconise de vérifier périodiquement l'intégrité / étanchéité et ce, tous les 4 ans.</p> <p>Enfin, l'inspection a bien constaté la présence de la prise de terre à destination des camions-citernes venant réaliser des opérations de chargement / déchargement sur site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

#### N° 4 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat lors de l'inspection de mai 2024 :</p> <p>Dans son courriel du 15/02/2024, l'exploitant précise que « la Socotec est intervenue le 29 novembre 2023 ; ce contrôle a été fait conformément à la réglementation ICPE applicable Rubriques 2250-2251-4755 (voir page 3/25 du rapport de vérification) ».</p> <p>Un rapport SOCOTEC a été transmis à l'inspection datant du 15/02/2024 et concernant la distillerie pour une mission réalisée du 29/11/2023 au 15/02/2024. Aucune observation n'est mise en lumière dans ledit rapport.</p> <p>Ce rapport mis à jour intègre bien que le plan des zones à risque et la liste des zones ATEX de l'établissement ont bien été transmis au contrôleur pour sa vérification.</p> <p>En revanche, n'ont pas été transmis les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-schémas unifilaires des installations électriques ;</li> <li>-déclaration CE de conformité et notice d'instruction des matériels installés dans les zones ATEX.</li> </ul> <p>Dans la suite du rapport, il est conclut « conforme » à l'item « adaptation du matériel y compris</p>

<p>les canalisations aux influences externes (degrés IP et IK) ». Cette seule assertion ne permet pas de garantir que la vérification a bien permis de s'assurer que les matériels étaient bien a minima IP 55.</p> <p>En revanche, l'inspection a constaté par sondage que les pompes de transfert mobiles d'alcools présentes dans la distillerie et certaines pompes fixes disposaient bien d'un degré IP 55 mais ce contrôle n'a pas été exhaustif ; c'est à l'exploitant de le démontrer.</p> <p>Pour parfaire pleinement à la mise en demeure de 2021, il est demandé à l'exploitant sous un mois de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-transmettre la justification que l'ensemble des matériels électriques dans la distillerie sont bien a minima IP 55 ;</li> <li>-transmettre à la SOCOTEC les schémas unifilaires des installations électriques et les déclarations CE de conformité et notice d'instruction pour les matériels ATEX en vue de réaliser un nouveau contrôle des installations électriques avec l'ensemble des données.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis la précédente inspection, l'exploitant a communiqué les éléments attendus.</p> <p>Aussi lors de la présente inspection, l'exploitant a présenté les justificatifs attestant du contrôle des installations électriques le 15/10/2024 par la société SOCOTEC. De l'analyse de ces documents, l'inspection relève qu'aucune non-conformité électrique n'a été mise en lumière.-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Moyens en eau d'incendie sur le site

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/06/2009, article 6.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat lors de l'inspection de mai 2024 :</p> <p>Par courriel du 15/02/2024, l'exploitant a indiqué que « la protection incendie sera réalisée dans le même temps... Fin des travaux prévue fin mars 2024 ».</p> <p>La présente inspection a permis de relever que les travaux n'avaient pas débuté ; l'exploitant a précisé qu'une réserve souple de 120 m<sup>3</sup> doit être installée. Les travaux seront finis à l'été 2024 au plus tard.</p> <p>L'inspection a attiré l'attention de l'exploitant sur la nécessité afin de réceptionner la réserve incendie de faire procéder à une mise en aspiration par le SDIS et faire recenser cette réserve dans les points d'eau incendie (PEI) répertoriés dans les bases du SDIS.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous quatre mois, de finaliser l'installation de la réserve incendie d'une capacité suffisante d'eau pour les pompiers. L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs associés ainsi que la justification que la réserve a bien fait l'objet d'un essai de mise en aspiration par le SDIS.</p>



**Constats :**

Lors de la visite des installations, il a bien été constaté qu'une réserve incendie souple avait été installée depuis la dernière inspection. Celle-ci fait bien 120 m<sup>3</sup> (hauteur d'eau requise de 1,6 m) et est munie d'une prise d'aspiration pour les engins du SDIS.

La réserve a bien été réceptionnée par le SDIS et il est attendu que l'exploitant laisse libre les accès à ladite réserve pour permettre aux engins du SDIS de s'y raccorder.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte, Levée de mise en demeure

**N° 6 :** Rejet au milieu naturel

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 41

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité

**Prescription contrôlée :**

Constat lors de l'inspection de décembre 2023 :

À l'occasion de précédentes visites d'inspection, il a été constaté que les eaux chaudes, en sortie de pipe de distillation, rejoignent une fosse septique, sans autre forme de traitement. Elles sont donc rejetées au milieu naturel sans être refroidies.

Il a alors été rappelé à l'exploitant qu'il doit prendre toutes dispositions utiles pour respecter les valeurs limites de rejet des eaux résiduaires, et ne pas rejeter d'eaux chaudes au milieu naturel.

Par courriel du 18 novembre 2022, l'exploitant a indiqué que la société Np eaux interviendra pour faire des mesures de températures de rejet dans l'eau ainsi qu'une analyse qualitative dans les quinze jours.

Lors de la visite d'inspection objet du présent rapport, l'exploitant présente un résultat d'analyses effectuées par le laboratoire Ianesco, sur prélèvement de la société Np eaux. Le pH mesuré est de 8,1. Il est par contre noté l'absence de mention de la température du prélèvement. Le laboratoire Ianesco signale par ailleurs un délai trop important entre la date du prélèvement (6 décembre 2022) et la date de réception pour analyse de l'échantillon (20 décembre 2022), précisant que cela peut nuire à la qualité des résultats obtenus pour certains paramètres.

→ L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place, dès réception du présent rapport, un suivi régulier (à minima hebdomadaire, en période de distillation) de la température des effluents rejetés.

Il est également demandé de communiquer le rapport d'analyse de la qualité des effluents rejetés effectuée au titre de l'année 2023 (seule l'analyse de 2022 a été présentée).

Constat lors de l'inspection de mai 2024 :

L'exploitant a précisé qu'aucune avancée particulière n'avait été réalisée sur ce sujet et qu'il attend le retour d'un bureau d'études pour avancer. L'exploitant était pris sur le suivi du chantier de construction du chai de distillation et a admis avoir « laissé de côté » ce sujet. L'exploitant précise toutefois qu'il ne respecte pas à ce jour le seuil des 30 °C et que des modifications doivent être prochainement réalisées pour respecter les normes.

Il est demandé à l'exploitant, au plus tard pour la reprise de la campagne de distillation, de mettre en conformité ses installations pour garantir des rejets de ses effluents conformes et notamment sur le paramètre de la température. Pour ce faire, il mettra également en place dès la reprise de la distillation, les modifications nécessaires pour réaliser un refroidissement suffisant des effluents à rejeter et un suivi régulier à minima toutes les semaines en période de distillation de la température des effluents rejetés.

L'inspection en prend note ; en revanche, il convient que cela soit solutionné au plus tard à la reprise de la campagne de distillation en octobre 2024.

**Constats :**

L'exploitant a mis en place le dispositif suivant (voir photo ci-dessous) pour permettre à l'eau chaude en sortie de distillation de refroidir avant d'être rejetée dans le milieu naturel.



L'inspection a constaté que la température dans l'eau du bac tampon avant rejet était nettement inférieure à la limite des 30 °C.

L'exploitant a remédié à l'écart observé lors de l'inspection précédente.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Emissions dans l'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 63

**Thème(s) :** Risques chroniques, conformité

#### **Prescription contrôlée :**

Constat lors de l'inspection de mai 2024 :

L'exploitant a précisé qu'aucune avancée particulière n'avait été réalisée sur ce sujet et qu'il attend le retour d'un bureau d'études pour avancer. L'exploitant était pris sur le suivi du chantier de construction du chai de distillation et a admis avoir « laissé de côté » ce sujet. L'exploitant précise qu'aucune nouvelle analyse complète n'a encore été réalisée.

Pour rappel, l'article 63 de l'arrêté ministériel du 14/01/2011 prévoit que les paramètres suivantes soient analysés et celui-ci détaille les fréquences d'analyse à respecter :

DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 300mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 300mg/l
Matières en suspension	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l
DBO5 (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 100mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 100mg/l
Azote global	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Pour les rejets dans le milieu naturel : - mensuelle si la concentration est inférieure à 30mg/l - mensuelle si la concentration est supérieure à 30mg/l

Phosphore total	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Semestrielle pour les effluents raccordés</li> <li>- Pour les rejets dans le milieu naturel :</li> <li>- mensuelle si la concentration est inférieure à 10mg/l</li> <li>- mensuelle si la concentration est supérieure à 10mg/l</li> </ul>
Cuivre et composés (en Cu) (pour les installations disposant d'équipements en cuivre)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel-</li> </ul>
Zinc et composés (en Zn)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 200 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li> </ul>
Autre substance dangereuse visée à l'article 42-4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li> </ul>
Autre substance dangereuse identifiée par une étoile à l'article 42-4	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets raccordés et à défaut d'une fréquence de suivi définie par document contractuel entre l'exploitant et le gestionnaire de station</li> <li>- Trimestrielle si le flux rejeté est supérieur à 20 g/j pour les rejets dans le milieu naturel</li> </ul>

L'inspection réitère donc la demande formulée suite à l'inspection de fin 2023.

L'inspection demande donc à l'exploitant, au plus tard au redémarrage des installations au moment de la reprise la campagne de distillation, de compléter la liste des paramètres analysés pour se conformer strictement aux dispositions qui lui sont opposables, et de veiller à ce que ses rejets soient bien analysés une fois par mois lorsque l'installation de distillation fonctionne.

#### Constats :

L'exploitant a fait réaliser une vérification de la qualité des eaux de refroidissement de la distillerie rejetées par la société Auréa. Le prélèvement a été réalisé fin janvier 2025.

Il s'agit d'un prélèvement ponctuel qui a été réalisé sur une durée de 30 minutes ; or pour rappel, l'article 63 de l'arrêté ministériel prévoit que « que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif sur une durée de 24 heures. ». La mesure aurait dû conduire à un prélèvement des eaux de process sur une durée de 24 h.

Le prélèvement ponctuel réalisé a été analysé sur plusieurs paramètres : pH (mesure de 8,5), T°C (mesure à 17,5 °C), MES (mesure inférieure à 5 mg/l), DCO, (mesure inférieure à 30 mg/l) DBO5 (mesure à 15 mg/l), Cu (mesure à 22 µg/l) et Zn (mesure à 4,7 µg/l). Aucune VLE de l'article 42 de l'AMPG de 2011 n'est dépassée pour les paramètres ayant fait l'objet d'une analyse.

En revanche, les analyses ne sont pas complètes ; en effet, l'azote et le phosphore n'ont pas été analysés et les paramètres « Autres substances dangereuses » listées à l'article 42 de l'AMPG ne l'ont pas été non plus. Pour ces derniers, ils peuvent ne pas être analysés dès lors que l'exploitant démontre qu'elles ne sont pas « susceptibles d'être rejetées par l'installation ». Pour s'en assurer, il faut donc en dresser un inventaire a minima une fois.

Les fréquences d'analyses sont précisées à l'article 63 de l'AMPG supra et l'exploitant doit s'en acquitter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, d'ici la fin de la campagne de distillation 2024-2025 et lors de la prochaine campagne 2025-2026, de :**

- réaliser les analyses des eaux résiduelles selon les fréquences réglementaires détaillées dans l'AMPG 2250 pour l'ensemble des paramètres concernés ;
- réaliser pour chaque campagne d'analyse, un prélèvement représentatif sur une durée de 24 h ;
- compléter les paramètres à analyser avec le phosphore et l'azote a minima et pour les autres substances listées à l'article 42 de l'AMPG 2250, de démontrer que les eaux résiduelles rejetées en sont exemptes (ce qui impliquera la nécessité de réaliser au moins une analyse sur l'ensemble des paramètres pour écarter les autres substances dès lors que les résultats sont inférieurs à la limite de détection (LD)).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois